



Exclusif : Khodorkovski, le plus célèbre prisonnier de Russie, parle

■ **Témoignage exclusif** De sa prison, le détenu le plus célèbre de Russie, l'ancien patron de la société pétrolière Ioukos, Mikhaïl Khodorkovski, a répondu par écrit aux questions du *Monde*. Il appelle à la réforme politique à Moscou. L'instauration d'un minimum d'Etat de droit conditionne le développement d'un pays qui reste un simple exportateur d'hydrocarbures et de minerais. **P. 5**

Mikhaïl Khodorkovski : « Je me bats pour ma liberté »

L'ex-patron du géant russe Ioukos, condamné à 8 ans de détention et à nouveau jugé, parle au « Monde » depuis sa prison

Entretien

Moscou

Correspondante

En prison depuis six ans pour escroquerie et fraude fiscale, Mikhaïl Khodorkovski, l'ancien patron de la société pétrolière russe Ioukos, comparait depuis le 3 mars devant le tribunal Khamovnitcheski de Moscou dans le cadre d'un nouveau procès pour détournement et revente illégale du pétrole. Jadis numéro un des sociétés pétrolières russes, Ioukos a depuis été démantelée et ses actifs ont été captés par des groupes publics russes (Gazprom et Rosneft).

L'affaire Ioukos est devenue emblématique de la stratégie du pouvoir actuel, axée sur une reprise en main du secteur des hydrocarbures et la marginalisation des forces politiques d'opposition – le parti libéral Iabloko et le Parti communiste – que Mikhaïl Khodorkovski finançait à titre personnel.

Après sa condamnation à huit ans de prison en 2005, l'ancien oligarque a été envoyé purger sa peine à Tchita, près de la frontière chinoise, à 7000 kilomètres de Moscou. Son ex-associé, Platon Lebedev, condamné à la même peine en 2005, a été incarcéré dans le Grand Nord. Le 24 février 2009, les deux hommes ont été transférés à Moscou pour le nouveau procès. Ils risquent vingt-deux ans de prison. Sur le fond, l'affaire est aberrante : ils sont accusés d'avoir détourné plus de pétrole que Ioukos n'en produisait.

Mikhaïl Khodorkovski a accepté de répondre par écrit aux questions transmises par *Le Monde* à

ses avocats. Le processus a pris près de deux mois. En prison, Mikhaïl Khodorkovski n'a pas accès à un ordinateur et ses papiers sont régulièrement fouillés.

Vous comparez actuellement à Moscou dans le cadre d'un second procès, avec votre associé Platon Lebedev, accusés tous deux du vol de toute la production pétrolière de Ioukos. Pourquoi ce deuxième procès, et qui a intérêt à ce qu'il ait lieu ?

Selon moi, ce deuxième procès a pour but de cacher les abus du premier procès, de camoufler les profits personnels qui ont accompagné la destruction illégale de Ioukos. Qui a besoin de ce procès ? Des fonctionnaires de deuxième ou même troisième catégorie. Leurs intérêts sont dérisoires. Le dépeçage de Ioukos s'est accompagné de nombreux faits de corruption. Pour n'en citer qu'un, personne n'est en mesure d'expliquer où sont passés les 5 millions de dollars (3,31 millions d'euros) saisis par l'administration en 2004. Dans le cadre de mon deuxième procès, je suis accusé d'avoir volé 350 millions de tonnes de pétrole, ce qui est parfaitement irréalisable, aussi bien physiquement que techniquement. Cela ne peut même pas être pris au sérieux.

« Ce procès est un test de première importance pour l'apparition, en Russie, d'un système judiciaire indépendant »

Vous avez dénoncé l'acharnement de vos accusateurs. Vous semblez sans illusion sur l'issue

du deuxième procès...

Je n'ai pas d'illusions sur les motivations des personnes qui ont lancé le deuxième procès. Tout sera fait pour me garder en prison le plus longtemps possible. Mais je ne crois pas que tout soit décidé d'avance. Je me bats pour ma liberté et pour mon bon droit. Les personnes présentes aux audiences pourront le confirmer. Et si la cour, en dépit des pressions administratives, rend une décision conforme à la loi, je serai acquitté.

Avec le recul, pensez-vous avoir été naïf, en 2003, en restant en Russie alors que tout indiquait que vous alliez être arrêté ?

C'est possible. Mais si j'avais à choisir encore une fois, je resterais en Russie. Je savais que je pouvais être arrêté et c'est en connaissance de cause que j'ai pris ce risque. Ma naïveté consistait plutôt à ne pas croire que le tribunal pouvait prononcer une sentence de condamnation en l'absence manifeste, non seulement de preuves de culpabilité, mais tout simplement d'un délit. Oui, j'ai surestimé le degré de démocratie de la société et celui de l'indépendance de notre système judiciaire. Mais je ne pouvais pas agir autrement. Je ne pouvais pas abandonner Platon Lebedev ainsi que mes autres amis et collègues, je ne pouvais pas quitter mon pays.

Avez-vous l'intention, à l'avenir, de devenir un homme politique ?

Non, il n'entre pas dans mes projets de devenir un homme politique. Mais comme le prouve mon exemple, en Russie, toute activité publique est considérée comme politique.

Certains analystes comparent le président Dmitri Medvedev au diri-

**geant soviétique réformateur
Mikhaïl Gorbatchev au début du
lancement de la « perestroïka »
(« refonte »). Qu'en pensez-vous ?**

Il y a peut-être une certaine similitude de situations. Dmitri Medvedev est contraint, comme l'était Gorbatchev à l'époque, de mettre en place des réformes. Le pays ne pourra continuer à vivre sans changements. Ces dix dernières années, rien n'a été fait pour réduire la dépendance de l'économie aux prix du pétrole, du gaz et des métaux. Aujourd'hui le potentiel de la « croissance matières premières » est épuisé. Sans une importante modernisation de la vie économique et politique au profit de la société civile, tout développement ultérieur est impossible.

**Croyez-vous que des révoltes
puissent se produire dans les
régions de la fédération russe
les plus touchées par la crise ?**

Je ne vois pas de révoltes en vue. Les révoltes en Russie sont rarement constructives, elles n'apportent

que violence et destruction. Le plus important est de consolider la société civile, de mettre en place et développer les institutions d'un Etat démocratique, notamment un système judiciaire indépendant et un Parlement. J'ai parlé des objectifs prioritaires pour le pays, tels que je les vois, dans mon article « Modernisation : Génération M », publié le 21 octobre par le quotidien *Vedomosti*. Il faut avant tout créer les conditions nécessaires au réveil du potentiel créatif de la population. Impossible d'y parvenir sans réformer la politique. La Russie n'est pas la Chine.

**Qu'attendre de la communauté
internationale et de l'Europe ?**

Tout d'abord, je suis très reconnaissant aux hommes politiques, aux experts et aux journalistes étrangers qui viennent assister aux audiences de mon procès. Mon objectif principal est de démontrer publiquement mon innocence. En même temps, ce procès est un test de première importance pour l'ap-

parition en Russie d'un système judiciaire indépendant. Plus les personnes assisteront nombreuses aux audiences, plus il me sera facile d'atteindre cet objectif.

Il me paraît très important que la communauté occidentale considère toujours ce qui se passe en Russie comme un problème commun à tous. La Russie est une partie de l'Europe. C'est pourquoi la situation des droits de l'homme et le respect de la légalité dans ce pays ne doivent pas être perçus comme des problèmes périphériques.

Je ne suis pas le seul concerné, il y a aussi les journalistes, les avocats, les défenseurs des droits de l'homme qui risquent quotidiennement leur vie en défendant leurs idéaux et en combattant pour la vérité. Il est primordial pour nous de sentir que nous ne demeurons pas dans le vide. Il est crucial que les hommes d'affaires et les opinions publiques sachent ce qui se passe réellement en Russie aujourd'hui. ■

Propos recueillis par Marie Jégo



Mikhaïl Khodorkovski, photographié à Moscou, dans son box vitré, le 31 mars, au début de son deuxième procès. MISHA JAPARIDZE/AP